



TABLE RONDE

LES STRATÉGIES SYNDICALES EN QUEST

GÉRARD ASCHIERI, ANNICK COUPÉ ET JEAN-MICHEL DREVON

► **Ecole Emancipée** : L'élection de Nicolas Sarkozy, sa volonté affichée de détruire le modèle social français, sa manière forte et populiste... quelles conséquences ont-elles sur les stratégies syndicales ?



PHOTOS : M. MIGNEAU

Gérard Aschieri : Le mouvement syndical s'est trouvé en difficulté face à un président s'appuyant sur la légitimité de son élection, affichant qu'il appliquerait vite son programme, attaquant sur tous les fronts : aucune réaction de masse ne semblait possible immédiatement. En outre la stratégie de Nicolas Sarkozy, renvoyant à une deuxième étape la réforme des règles de représentativité et faisant miroiter une volonté de négociation tous azimuts, a contribué sans doute à accentuer le phénomène en

jouant la division syndicale. Et l'absence de perspective rendant crédible une autre politique a joué aussi tout son rôle. Il y a donc eu une période pendant laquelle les uns proclamaient leur opposition à la politique conduite sans pouvoir mobiliser, tandis que les autres essayaient de jouer la carte de bons interlocuteurs raisonnables. C'est ainsi que le président a pu faire passer sans encombre la loi LRU.

Annick Coupé : La « refondation du contrat social » annoncée par le président de la République consiste à extirper de la société française ce qui reste de solidarité et d'égalité et qui a résisté à plus d'un quart de siècle d'offensive néolibérale. La stratégie mise en place est extrêmement simple : profiter de « l'état de grâce » qui suit l'élection présidentielle pour faire les « réformes » les plus difficiles ; les faire toutes en même temps pour saturer l'espace politique et paralyser les réactions ; essayer de tétaniser et de diviser le mouvement syndical. Face à cela, il s'agit de construire les conditions d'une convergence des secteurs concernés en traçant des perspectives d'actions communes à tous les salariés. Puisque Nicolas Sarkozy s'attaque à tout le monde, nous devons réagir tous ensemble. Cette convergence ne peut certes être décidée artificiellement et doit s'articuler sur des revendications concrètes. Dans ce cadre, nous devons préparer les conditions d'un affrontement d'ampleur que nous ne pourrions pas éviter et qu'il faut donc organiser au mieux pour le gagner.

Jean-Michel Drevon : Il faut prendre en compte la défaite que le mouvement social a subi. Rappelons-nous les grandes manifestations interpros, les mobilisations à l'occasion du référendum sur le TCE. Les salariés ont exprimé massivement dans la rue, dans les urnes, plus que par la grève, leur volonté de rompre avec les politiques libérales. Après le refus du TCE, les jeunes ont bloqué le CPE, en « attendant 2007 ». Mais il n'y eut pas d'alternative proposée, et pas même d'alternance. Or je continue à penser que

la crédibilité d'une alternative est, non un préalable pour les luttes et la résistance – nous le voyons bien – mais une condition indispensable à leur extension et généralisation. Cette défaite, présentée comme celle du modèle social construit après la guerre, nourrit les attaques tous azimuts et conduit à une véritable rupture qui nécessite donc de construire une mobilisation de fond. Certes à partir des attaques telles qu'elles se présentent, mais avec l'objectif de permettre des convergences, ce qui ne semble pas une évidence.

► **EE** : La grève du 18 octobre a témoigné de la vivacité de l'opposition que provoque la politique de Sarkozy. Nos organisations syndicales ont débattu de la manière de construire un mouvement de grève et des axes qui peuvent unifier les salariés. Avec le recul, que tirez-vous de ce débat ?

AC : La question de la convergence des mobilisations contre la politique du gouvernement a divisé profondément le mouvement syndical. Ainsi la CFDT s'y est opposée frontalement et la CGT a affirmé à plusieurs reprises que « la convergence n'est pas de notre fait » (Le Reste). Pour notre part, face à un projet global qui se décline dans une multiplicité d'attaques partielles, il est nécessaire de créer un rapport de forces global, faute de quoi chaque secteur court le risque d'être battu séparément. Pour le 18 octobre, nous avons donc poussé pour que cette journée soit un premier moment où puisse s'exprimer ensemble le mécontentement des salariés. Nous avons donc expliqué que la défense des régimes spéciaux concerne l'ensemble des salariés, qu'il s'agit de la première bataille pour empêcher la nouvelle dégradation programmée des retraites de tous les salariés, mais aussi pour faire échouer l'offensive gouvernementale sur d'autres terrains. Tenir ce discours permet de tracer des perspectives dans l'objectif d'unifier les mobilisations. Concernant les retraites, il fallait revendiquer une négociation globale, ce qui aurait permis de dépasser la lutte sur les régimes spéciaux pour la relier à un combat plus général. Une telle demande aurait eu, de plus, l'avantage de mettre le gouvernement sur la défensive par rapport à l'opinion publique en lui faisant porter la responsabilité du refus de négocier.



JMD : Le CDFN du 19 sept a décidé d'engager la bataille à partir des attaques contre les Services Publics, l'éducation en particulier, et nous avons essayé de construire la mobilisation en conséquence. Au même moment les cheminots ont annoncé le 18 oct sur les régimes spéciaux. Dès lors, l'unitaire éduc ne déci-

ION :

ON RÉPONDENT À NOS QUESTIONS ...

de rien et au niveau FP, la CFDT, l'UNSA mais aussi FO s'opposent à toute convergence, tandis que CGT et Solidaires font du 18 un passage obligé. Nous avons alors tout fait pour appeler au 18 et là encore nous avons en partie échoué puisque finalement le SNES et dans sa foulée le SNUipp ont refusé. Cela n'a certes pas empêché que le 18 sonne le réveil du mouvement social, démontre à tous – en particulier grâce à la reconduction à la SNCF et la RATP depuis le 14 novembre – le potentiel de combativité réellement existant. Mais il n'a pas été possible de dépasser la cristallisation sur les régimes spéciaux (légitime pour les secteurs concernés) et de construire cette fameuse convergence.

GA : La situation que j'ai décrite est en train d'évoluer : l'opinion commence à être critique sur la politique économique et sociale du gouvernement et des luttes d'ampleur se font jour de manière concomitante. Cependant on n'en est pas encore à une prise de conscience nette de la nécessité de convergences et les mouvements en cours n'en sont encore pas à prendre un caractère interprofessionnel : ainsi alors que le rejet des franchises est massif, nous n'avons pu impulser aucune action de masse là-dessus. C'est dans ce contexte qu'il faut réfléchir à ce qui s'est passé le 18 et à ses suites. N. Sarkozy a choisi d'attaquer là où il avait l'avantage, simplement parce que 1993 et 2003 étaient passés par là et que les salariés des régimes spéciaux se retrouvaient isolés. Le 18 a eu une double caractéristique : d'une part il a montré une réelle combativité des salariés concernés – et le succès de la journée a sans aucun doute contribué à une « remobilisation » au delà des secteurs concernés ; d'autre part il n'a pas permis de créer véritablement des convergences. Plusieurs raisons à cela : le refus explicite de certains (CFDT, UNSA...). la manière dont a été posée la question des régimes spéciaux, y compris par les salariés concernés, les contradictions d'une opinion désormais plus rebelle à la politique de Sarkozy mais préoccupée d'abord par les questions du pouvoir d'achat.

EE : Sur les convergences, comment articuler luttes particulières, pour s'opposer à telle ou telle contre-réforme, et mouvement d'ensemble permettant un rapport de force suffisant pour enregistrer des reculs ?

GA : Je ne sais pas s'il y a une recette miracle mais je sais qu'il ne suffit pas de décréter les convergences pour qu'elles apparaissent comme telles aux salariés. Il nous faut bien évidemment partir des préoccupations propres à chaque secteur pour faire monter la mobilisations. L'expérience montre que souvent la demande première des salariés est d'avoir des actions où leurs revendications spécifiques apparaissent en tant que telles : c'est ce que montre par exemple le choix de dates spécifiques pour l'ANPE ou la Justice ; et ce n'est qu'ensuite que se pose la question des convergences. Le mouvement syndical est toujours

tirailé entre ces deux pôles. Je pense par ailleurs qu'il faut répondre aux préoccupations de l'opinion, que ce soit dans la manière dont on exprime les revendications ou dont on conçoit les actions. C'est une clé de la construction de convergences.

AC : Il n'y a pas de réponse théorique à cette question qui dépend de la conjoncture. Concernant la situation actuelle, la question des régimes spéciaux va focaliser, qu'on le veuille ou non, le rejet des projets gouvernementaux. Il ne s'agit donc pas d'organiser des actions de soutien aux salariés des régimes spéciaux mais d'organiser une mobilisation de l'ensemble du salariat contre une nouvelle remise en cause des retraites et pour un alignement par le haut de tous les régimes. Dans ce cadre, il faut s'appuyer sur les secteurs les plus mobilisés, parce que directement concernés, pour entraîner le reste du salariat. Il fallait sortir par le haut du piège que nous tendait le gouvernement en décidant de s'attaquer aux régimes spéciaux. Cela n'a pas été possible car la majorité du mouvement syndical a essayé au contraire de circonscrire, autant que faire se peut le mouvement, d'empêcher toute généralisation et toute jonction avec les autres secteurs. L'attitude de la CGT qui, à la veille de la grève, accepte des négociations entreprise par entreprise est symptomatique d'une stratégie qui visait à éviter l'affrontement. La question maintenant va donc être de savoir ce que les salariés des régimes spéciaux vont obtenir pour que ce mouvement ne soit pas vécu comme une nouvelle défaite. L'affichage politique de la fin du mouvement sera donc décisif pour l'avenir.



JMD : D'abord faisons attention de ne pas considérer que l'on ne peut rien gagner sans une « grève générale interpro » ! Les cheminots viennent de prouver le contraire. Certes ils n'ont pas tout gagné, mais tous ceux qui se sont battus en 2003, sans rien obtenir, seraient contents d'avoir ce qu'ils ont obtenu par leur détermination et malgré les confédérations (comme en 2003). La question des convergences nécessite, sans que cela suffise, d'avoir un mot d'ordre ou une revendication « simple, unique et unificatrice ». On l'a vu sur le CPE. On voit bien, et on retrouve là le début de notre débat que c'est surtout un sentiment « anti-Sarko » qui fédère les mécontents. C'est un bon début, cela ne peut suffire ! Qu'est-ce qui peut unifier aujourd'hui non seulement le public mais le privé ? Sans doute le pouvoir d'achat ! Il fait même le lien avec la jeunesse et c'est la « marque de fabrique » de Sarko. Alors ? Construisons la mobilisation, certes en s'appuyant sur tous les mouvements, mais au-delà, ce que le syndicalisme ne fait plus, en s'adressant aux usagers, à la population et d'abord aux plus démunis, les précaires, les jeunes... ! ●

UNE TABLE PLUS TRIANGULAIRE QUE RONDE ASSUMÉE PAR JEAN MALIFAUD ET MONIQUE MIGNEAU.

